

## **Discours**

**Jean-Claude Marcourt, Président du Conseil compétitivité filière industrie**

**Le 14 juillet**

Monsieur le Vice-Président,

Chers Collègues,

Mesdames et Messieurs,

Je suis particulièrement heureux de vous accueillir sur le site de cette université qui, en dépit de ses apparences modernes, est une des plus anciennes d'Europe. Nous y serons réunis jusqu'à demain midi avant de rejoindre nos collègues de la Recherche, pour une session conjointe qui se tiendra à Bruxelles.

Face aux nouveaux défis sociétaux, les entreprises européennes sont aujourd'hui plus que jamais en attente de cadres facilitateurs qui vont leur permettre de mieux contribuer à la relance. Elles ont souffert de la crise et il est aujourd'hui temps de leur ouvrir de nouvelles perspectives et de leur offrir des outils efficaces, d'améliorer l'efficacité des outils actuels et de veiller à une cohérence et à une meilleure intégration de toutes les politiques, à tous les niveaux.

Je le dis et le répète : l'industrie est et restera la base de notre économie et elle influencera l'évolution de nombreux autres secteurs. La nouvelle stratégie européenne pour une croissance intelligente, durable et inclusive, et l'annonce de deux initiatives phares – « la politique industrielle à l'ère de la mondialisation » et « une Union pour l'Innovation » - seront les bases de la transition annoncée.

Le 1<sup>er</sup> mars dernier, le Conseil avait insisté sur la nécessité de mettre en place une nouvelle politique industrielle. Une telle initiative ne peut se concevoir qu'en tenant compte de la mondialisation et des interconnexions

étroites entre les économies. Elle doit permettre de mieux anticiper et de mieux gérer les transitions en tenant compte de tous les acteurs et de toutes les parties prenantes. On ne peut plus aujourd'hui isoler les secteurs industriels, mais on ne peut pas non plus ignorer les spécificités de certains.

Le groupe de recherche ECORYS a réalisé à notre demande une étude qui, je l'espère, **alimentera** utilement nos travaux. Des chercheurs issus de diverses origines en Europe ont déposé un document que vous avez reçu et qui, je l'espère, alimentera utilement nos travaux. Le document d'ECORYS dont nous aurons une présentation cet après-midi abordera la question de la transformation de l'industrie européenne et des outils à mettre en place, en particulier pour les PME.

Il me tient à cœur d'associer les partenaires sociaux à la construction de la politique industrielle de l'Union européenne. C'est le signal que j'ai voulu donner en entamant ma présidence par la tenue d'une conférence sur le thème de l'innovation, au Comité économique et social européen. J'ai entendu les messages des représentants européens et belges quant à l'accès aux moyens et aux financements en particulier, quant à la définition d'indicateurs et quant à l'implication des salariés dans la construction des nouvelles compétences attendues du fait de la transformation de l'industrie européenne.

Notre réunion est donc un moment privilégié pour donner une impulsion décisive aux deux importantes communications annoncées par la Commission.

En ce qui concerne la politique industrielle, plusieurs délégations ont déposé ou annoncé leur intention de déposer des notes préparatoires officieuses (« non papers ») sur le thème de la politique industrielle. Certes, il y a des points différents sur certains thèmes. En revanche, il

existe aussi des convergences importantes sur les leviers à **mettre en place** pour construire une économie durable dans tous les sens du terme. Ainsi, les outils financiers spécifiques pour les PME, l'innovation et la diffusion de l'innovation, la transformation concertée des compétences des salariés, sont souvent cités.

Les défis sont nombreux. Il faut dès lors anticiper, gérer les transformations de l'industrie d'une manière positive, faire en sorte aussi que les politiques communautaires soient cohérentes entre elles. L'accélération des changements exigera une grande flexibilité de la part de l'Union européenne, de nos Etats et de nos régions, mais aussi des responsables de l'industrie. Les réponses devront être articulées. Il faudra sans doute envisager des actions ciblées.

Le rôle central des PME est désormais acté. Le principe du « Penser petit d'abord » (Think Small first) doit devenir une réalité dans toutes les politiques communautaires. Les PME représentent en effet plus de 95% des entreprises européennes, près de 45% de la valeur ajoutée de l'industrie et y représente près de 59% des emplois. De nombreuses études ont démontré le lien entre la compétitivité des économies et l'internationalisation de leurs PME. Il est clair que l'innovation est un élément pivot de cette équation. Il est tout aussi évident que les PME doivent participer de manière pro active à la verdurisation de l'économie. Elles ont cependant besoin d'outils spécifiques en termes d'accès aux financements et notamment au capital à risque, aux marchés et à l'innovation.

Monsieur le Vice-Président,  
Chers Collègues,  
Mesdames et Messieurs,

Je vous propose donc d'entamer nos travaux après avoir entendu le Vice Président Antonio TAJANI ainsi que le représentant d'ECORYS, un groupe d'études qui a réalisé une étude qui a alimenté notre note de contexte.

Je vous signale d'ores et déjà que nous serons très précis sur le respect des délais et de temps de parole et des temps de pause. Je suis confiant dans notre capacité à construire une économie et un tissu industriel qui répondent à nos attentes et à celles de nos citoyens.

Je cède la parole au Vice président et commissaire en charge de l'entreprise et de l'entrepreneuriat, M. Antonio. TAJANI.